

RCS : CAEN Code greffe : 1402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2001 B 00649 Numéro SIREN : 440 283 752 Nom ou dénomination : C.S.F.
--

Ce dépôt a été enregistré le 26/08/2021 sous le numéro de dépôt 7150

C.S.F.

SAS au capital de 100.347.710 euros
Siège social : MONDEVILLE (14120) – Z.I. Route de Paris
440 283 752 RCS CAEN

DECISIONS PRISES PAR LES ASSOCIES LE 30 JUIN 2021

AFFECTATION DU RESULTAT

TROISIEME DECISION

Les associés, approuvant la proposition du président, décident d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2020, soit **111.801.014,98 euros**, de la manière suivante :

Répartition d'un Dividende global (5,57 € x 20.069.542 actions)	111.787.348,94 €
Affectation du solde aux Autres Réserves (qui est ainsi porté à un solde créditeur de 303.223,16 euros)	13.666,04 €

Le montant du dividende de 111.787.348,94 euros représente un dividende de 5,57 euros par action avant prélèvement forfaitaire non libératoire prévu à l'article 117 quater du code général des impôts et prélèvements sociaux perçus à la source. Il constitue un revenu soumis à l'imposition forfaitaire prévue à l'article 200 A-1 du code général des impôts, ou sur option expresse, irrévocable et globale, au barème progressif de l'impôt sur le revenu en application de l'article 200 A-2 du code général des impôts. En cas d'option, ce dividende constitue un revenu éligible à l'abattement de 40 % visé au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, dans les conditions et limites légales et sous la responsabilité des associés.

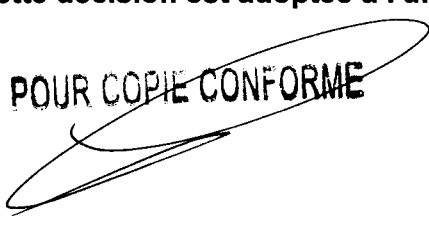
Le dividende sera mis en paiement à compter de ce jour.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, les associés prennent acte de ce qu'il leur a été rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ainsi que les revenus éligibles et non éligibles à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du code général des impôts, ont été, par action, les suivants :

Exercice	Dividende distribué	Revenu éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI	Revenu non éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI
2017	1,32 €	1,32 €	/
2018	/	/	/
2019	2,60 €	2,60 €	/

Cette décision est adoptée à l'unanimité.

POUR COPIE CONFORME





KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

C.S.F. S.A.S.

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

POUR COPIE CONFORME

Exercice clos le 31 Décembre 2020
C.S.F. S.A.S.
ZI Route de Paris - 14120 Mondeville
Ce rapport contient 31 pages
Référence : AJ-212-067

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

C.S.F. S.A.S.

Siège social : ZI Route de Paris - 14120 Mondeville
Capital social : € 100 347 710

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2020

A la collectivité des Associés de la société C.S.F. S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société C.S.F. S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société comptabilise des dépréciations d'actifs sur les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les titres de participations, les stocks et les créances clients, selon les modalités décrites dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 30 juin 2021

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Caroline Bruno-Diaz
Associée

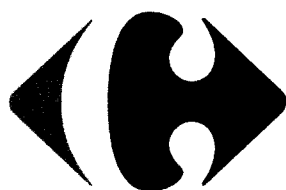


Adrien Johner
Associé

COMPTES ANNUELS

SAS CSF

EXERCICE CLOS LE 31/12/2020



Carrefour

COMPTES ANNUELS

1. BILAN AU 31/12/2020

1.1. BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	91 367	91 367		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	158 169	77 649	80 521	53 038
Fonds commercial	407 401 542	157 747 096	249 654 446	248 472 427
Autres immobilisations incorporelles	94 824 375	88 717 534	6 106 841	7 475 557
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	10 912 636		10 912 636	10 912 636
Constructions	1 478 850 075	1 075 796 691	403 053 384	420 447 917
Installations techniques, mat. et outillage	721 636 283	579 654 312	141 981 971	151 988 020
Autres immobilisations corporelles	101 952 209	91 446 119	10 506 090	12 103 537
Immobilisations en cours	58 002 567		58 002 567	61 753 567
Avances et acomptes	910 553		910 553	839 881
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	81 913 982	27 822 826	54 091 156	49 923 352
Créances rattachées à des participations	1 155 423		1 155 423	1 725 423
Autres titres immobilisés	42 629	42 475	154	154
Prêts	218 752		218 752	218 752
Autres immobilisations financières	7 080 572		7 080 572	7 053 522
ACTIF IMMOBILISE	2 965 151 133	2 021 396 069	943 755 064	972 967 783
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	586 911 866	15 762 501	571 149 364	645 375 816
Avances, acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 325 909 711	69 237 742	1 256 671 968	1 272 070 279
Autres créances	1 126 808 866	4 740 472	1 122 068 395	981 875 095
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	47 024 593		47 024 593	58 641 491
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	39 015 746		39 015 746	43 241 448
ACTIF CIRCULANT	3 125 670 781	89 740 715	3 035 930 066	3 001 204 128
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	6 090 821 914	2 111 136 784	3 979 685 130	3 974 171 911

1.2. BILAN PASSIF

Rubriques	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 100 347 710)	100 347 710	100 347 710
Primes d'émission, de fusion, d'apport	265 235 447	265 228 447
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 034 771	10 034 771
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. Fluct cours :)		
Autres réserves (dont achat œuvres orig. artistes :)	289 557	197 009
Report à nouveau		(51 456 641)
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	111 801 016	103 729 999
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	89 630 977	87 770 928
CAPITAUX PROPRES	577 339 478	515 852 223
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	60 824 364	57 882 674
Provisions pour charges	121 221 917	135 790 696
PROVISIONS	182 046 281	193 673 370
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	823 273	1 420 305
Emprunts et dettes financières divers (dt empr. Partic :)	15 838 838	13 908 431
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	85 011	67 790
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 712 882 338	2 777 109 991
Dettes fiscales et sociales	280 773 398	280 309 650
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	65 821 891	71 151 210
Autres dettes	143 385 532	119 821 898
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	689 091	857 044
DETTES	3 220 299 371	3 264 646 318
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	3 979 685 130	3 974 171 911

2. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2020

	France	Exportation	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Ventes de marchandises	21 055 060 880	86 442 071	21 141 502 951	20 632 008 549
Production vendue de biens	681 014 216		681 014 216	741 349 579
Production vendue de services	196 096 469		196 096 469	183 435 019
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	21 932 171 566	86 442 071	22 018 613 637	21 556 793 147
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dép., prov. (et amortissements), transferts de charges			103 634 718	100 495 847
Autres produits			104 636 803	102 763 887
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION			22 226 885 157	21 760 052 881
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			19 503 040 181	19 178 036 596
Variation de stock (marchandises)			76 058 061	(6 302 339)
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 417 424 404	1 291 240 301
Impôts, taxes et versements assimilés			79 065 776	79 925 486
Salaires et traitements			505 196 879	540 356 709
Charges sociales			243 710 869	242 781 781
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			124 464 973	130 401 247
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			49 401 021	49 880 773
Dotations aux provisions			38 934 617	58 236 351
Autres charges			32 500 011	29 048 371
CHARGES D'EXPLOITATION			22 069 796 790	21 593 605 275
RESULTAT D'EXPLOITATION			157 088 367	166 447 606
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations			587 311	714 441
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			8 266	16 962
Autres intérêts et produits assimilés			2 216 649	2 852 006
Reprises sur provisions et transferts de charges			11 225 865	6 712 707
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			14 038 091	10 296 116
Dotations financières aux amortissements et provisions			16 075 156	1 650 058
Intérêts et charges assimilées			312 578	3 632 969
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			16 387 734	5 283 027
RESULTAT FINANCIER			(2 349 643)	5 013 088
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			154 738 724	171 460 694

Comptes annuels au 31/12/2020

Produits exceptionnels sur opérations de gestion	42 867	3 047 148
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 859 063	2 027 287
Reprises sur provisions et transferts de charges	24 576 054	44 047 712
PRODUITS EXCEPTIONNELS	32 477 984	49 122 147
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 057 361	20 131 296
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	12 618 879	4 933 743
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	14 901 230	50 178 149
CHARGES EXCEPTIONNELLES	37 577 470	75 243 188
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(5 099 486)	(26 121 041)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	4 153 394	4 051 741
Impôts sur les bénéfices	33 684 829	37 557 913
TOTAL DES PRODUITS	22 273 401 232	21 819 471 144
TOTAL DES CHARGES	22 161 600 216	21 715 741 145
BENEFICE OU PERTE	111 801 016	103 729 999

ANNEXE COMPTABLE

1. DEROGATIONS AUX PRESCRIPTIONS COMPTABLES

Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes

Aucune dérogation significative aux prescriptions comptables.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2. EVENEMENTS CARACTERISTIQUES

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

Au cours de l'année 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé durement l'économie mondiale et a engendré une situation grave et inédite. Face à cette pandémie, les équipes de Carrefour ont fait preuve de réactivité, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire, puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide.

Le Groupe a mis en œuvre des mesures fortes de protection de la santé des collaborateurs et des clients.

Le modèle multi-format a permis de répondre aux besoins des consommateurs pendant les différentes phases de la crise. Il est à noter que l'offre d'e-commerce alimentaire a connu un fort succès cette année.

Etant une entreprise de première nécessité en tant que distributeur alimentaire, Carrefour a pu continuer à opérer normalement durant les périodes de confinement strict. Cela a également été le cas des franchisés Carrefour.

Ainsi, dans ce contexte, la crise sanitaire n'a pas affecté la capacité de la société à poursuivre ses activités.

La société a, au cours de l'exercice 2020, procédé à la dissolution par confusion de patrimoine de la société Menudis (cette opération a été réalisée sans rétroactivité comptable).

2.2. Evénements importants postérieurs à la clôture

La société a procédé à la dissolution par confusion de patrimoine des sociétés Univu et Major (ces opérations ont été réalisées le 30/04/2021 sans rétroactivité comptable).

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles comptables définies dans le règlement ANC n° 2014-03 mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

PRINCIPES GENERAUX

- **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations, qualifiées d'immobilisations incorporelles qui sont à durée d'utilité définie, sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

Les logiciels sont amortis sur une durée économique de 3 à 4 ans. Pour ceux acquis avant le 1^{er} janvier 2017, ils sont, fiscalement, amortis sur 12 mois par un amortissement dérogatoire.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilisation est **non** limitée sont soumises à un test de dépréciation annuel :

Fonds de commerce de détail : La valeur des fonds est déterminée par une valorisation d'expert ou selon une valeur de marché résultant d'une approche Best in Class fondée sur l'activité, la rentabilité et d'un seuil plancher équivalent à 1 mois de Chiffre d'affaires BIC.

Une provision est constituée si la valeur de marché ainsi déterminée est inférieure à la valeur nette comptable du groupe d'actifs affecté à ce fonds de commerce.

La provision pour dépréciation est imputée en priorité sur les malis, sur les fonds et en dernier lieu sur les actifs corporels composant les fonds.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie économique probable, soit en mode linéaire, soit en mode dégressif, selon le plan d'amortissement suivant.

- Constructions : 40 ans.
- Agencements et aménagements de construction : 3 à 20 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : 2 à 10 ans.
- Matériel de transport : 5 ans.
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Mobilier de bureau : 5 à 10 ans.

La différence entre la dotation dégressive et la dotation linéaire est traitée en amortissement dérogatoire.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, l'amortissement est éventuellement complété d'une provision pour dépréciation si la valeur actuelle s'avère inférieure à la valeur nette comptable.

- **Participations, autres titres immobilisés**

La valeur brute correspond au coût d'acquisition hors frais accessoires.

Ces actifs font l'objet d'un test de dépréciation mis en œuvre à chaque clôture afin de vérifier que leur valeur nette comptable, le cas échéant intégrant la valeur nette comptable des malis techniques affectés, n'excède par leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est estimée sur la base de plusieurs critères :

- La valeur des capitaux propres
- La réévaluation liée à la valeur des capitaux propres, intégrant le cas échéant les survaleurs liées à l'actif immobilisé, comprenant les fonds de commerce, les autres actifs corporels et les titres de participations),
- Ou une valorisation composite estimée sur la base de prévisions raisonnables d'exploitation ou sur la base de données observables lorsqu'il en existe (multiple de chiffre d'affaires et/ ou d'agrégat du compte de résultat de transactions récentes, offres reçues de repreneurs, multiples de valeurs boursières d'entreprises comparables) ou d'analyses effectuées par des experts internes ou externes, ajustée, le cas échéant, de la dette nette de l'entité testée.

- Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Lorsque la valeur d'utilité est négative, un complément de provision est constaté par voie de provision pour risques et charges, à hauteur de celle-ci.

Ces dotations, ainsi que les reprises le cas échéant, sont constatés en résultat financier, tandis que le résultat des cessions est constaté en résultat exceptionnel.

- **Malis Techniques**

Les malis techniques ont été reclassés selon la nature de l'actif sous-jacent, soit en immobilisations incorporelles, corporelles ou financières à compter du 1^{er} janvier 2016.

- **Stocks de marchandises**

Le coût de revient des stocks de marchandises correspond au dernier prix d'achat majoré des frais accessoires, méthode adaptée à la rotation rapide des stocks qui ne génère pas d'écart significatif avec la méthode FIFO (« premier entré, premier sorti »).

Cette valorisation incorpore l'ensemble des éléments constitutifs du coût d'achat des marchandises vendues (à l'exception des gains et des pertes de change) et prend également en compte la totalité des conditions obtenues à l'achat de la part des fournisseurs (ristournes et coopérations commerciales).

Les stocks des activités « grossistes » sont valorisés selon la méthode du Prix de Revient Moyen Pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé sur la base des perspectives d'écoulement, minoré des coûts additionnels nécessaires à la vente.

Une provision est constituée lorsque le prix de vente probable devient inférieur à la valeur d'inventaire.

- **Créances et dettes**

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée selon les critères d'antériorité et/ou de situation du débiteur.

- **Achats consommés**

Les frais accessoires d'achats (frais de transport, ...) sont comptabilisés en achats consommés.

- **Parties liées**

Au cours de l'exercice, il n'est intervenu aucune transaction significative non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées sont constituées selon les règles fiscales en vigueur.

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les indemnités de départ à la retraite et les médailles du travail

Une indemnité de fin de carrière est versée aux salariés partant à la retraite.

Les engagements correspondant aux droits acquis par le personnel à la clôture s'élèvent à 104 735 073 euros et peuvent être couverts par des contrats d'assurance souscrits auprès d'organismes extérieurs. Lorsque ces contrats sont inférieurs au montant total de l'engagement, une provision correspondant à cet écart est comptabilisée au passif du bilan soit **104 735 073** euros.

Le montant de l'engagement se décompose en :

- **95 178 362** euros au titre des engagements de retraite ;
- **9 556 711** euros au titre de la médaille du travail.

L'engagement est calculé annuellement par un actuair, selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : **0.40 %**
- Taux moyen d'évolution des salaires : **2.2 %**
- Taux de charges sociales : **43 %**

L'hypothèse de calcul retenue est basée sur :

- Un départ à l'initiative du salarié ;
- Un âge de départ à la retraite à 63 ans.

4. BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Sauf indications contraires, les valeurs mentionnées ci-après sont exprimées en euros.

4.1. ACTIF

4.1.1. Immobilisations incorporelles

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Frais établissement	91 367					91 367
Fonds acquis ou reçus	406 869 400	1 000 000		3 041 127	2 527 535	407 355 808
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	93 580 672	2 099 940		686 687	34 354	95 028 278
TOTAL	500 541 438	3 099 940		3 727 814	2 561 889	502 475 453

4.1.2. Immobilisations corporelles et financières

	Valeur brute au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions		Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
			Par virement de poste à poste	Par cession, Mise HS ou mise en équivalence		
Terrains	10 912 636					10 912 636
Constructions sur sol propre	346 744 253	8 255 359		4 711 346	506 643	350 794 910
Construction sur sol d'autrui	246 564 181			5 075 455	520 747	242 009 472
Instal générales, agencement	859 735 349	48 980 520		24 173 775	1 503 599	886 045 694
Installations, matériels	711 362 987	36 864 149		27 945 270	1 354 417	721 636 283
Autres immos. Corporelles :						
Installations techniques, matériels et outillages						
Matériel de transport	366 251					366 251
Matériel de bureau et informatique, mobilier	99 581 607	4 250 385		2 282 115	36 081	101 585 957
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations en cours	61 753 567	61 619 183	64 936 535	463 750	30 102	58 002 567
Avances et acomptes	839 881	70 672				910 553
TOTAL IMMOS CORPORELLES	2 337 860 713	160 040 268	64 936 535	64 651 711	3 951 588	2 372 264 323
Participations	78 016 401	5 623 005		570 001		83 069 405
Autres immobilisations financières	7 314 902	115 509		88 459		7 341 952
TOTAL IMMOS FINANCIERES	85 331 304	5 738 513		658 460		90 411 357
TOTAL	2 423 192 017	165 778 781	64 936 535	65 310 171	3 951 588	2 462 675 681

4.1.3. Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissement au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2020
Frais établissement	91 367					91 367
Fonds acquis ou reçus	8 822 672	2 325				8 824 997
Fonds réévalués en 1976						
Autres immobilisations incorporelles	94 814 109	3 330 990	671 804	101 241	28 412	88 780 276
TOTAL	94 905 475	3 333 314	671 804	101 241	28 412	97 696 639

4.1.4. Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissement au 31/12/2019	Augmentations	Diminutions	Virements de poste à poste	Apports, fusions	Amortissement au 31/12/2020
Terrains						
Constructions et agencements	1 020 510 005	69 546 205	27 334 013	- 6 119	1 444 871	1 064 160 949
Installations - Matériels	554 623 167	45 836 412	25 577 376	- 90 167	831 199	575 623 235
Autres Immos corporelles	87 707 373	5 749 041	2 177 455	- 1 886	32 097	91 309 171
TOTAL	1 662 840 545	121 131 658	55 088 843	- 98 173	2 308 167	1 731 093 355

4.1.5. Malis Techniques

	Montant Net à l'ouverture	Montant Brut à la clôture	Amortissements	Provisions pour dépréciation	Montant Net à la clôture
Fonds de Commerce	83 706 550	117 487 436		35 129 943	82 357 492
Terrain	284 438	284 438			284 438
Construction	1 040 350	2 111 493	1 283 909		827 584
Autres immobilisations corporelles					
Titres de Participation	72 704	502 783		430 078	72 704
TOTAL	85 104 042	120 386 149	1 283 909	35 560 021	83 542 218

4.1.6. Etat des échéances des créances

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut au 31/12/2020	Moins d'un an	Plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	8 454 747		8 454 747
Créances rattachées à des participations	1 155 423		1 155 423
Prêts	218 752		218 752
Autres immobilisations financières	7 080 572		7 080 572
ACTIF CIRCULANT :	2 491 734 324	2 490 232 582	1 501 741
Créances clients	1 325 909 711	1 325 909 711	
Etat : impôts et taxes diverses	54 465 452	54 465 452	
Autres créances	1 072 343 415	1 072 343 415	
Charges constatées d'avance	39 015 746	37 514 004	1 501 741
TOTAL	2 500 189 071	2 490 232 582	9 956 488
Montants des prêts accordés au cours de l'exercice	690		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	690		

4.1.7. Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Autres Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	15 444 298
Autres créances	357 618 745
Disponibilités	
TOTAL	373 063 043

4.2. PASSIF

4.2.1. Capital Social

Le capital social est de 100 347 710 euros divisé en 20 069 542 actions de chacune 5,00 euros.

Aucune modification sur l'année.

4.2.2. Variation des capitaux propres

Variation des capitaux propres	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Distributions de dividendes	Affectation du résultat N-1	Virement de poste à poste	Apports, fusions	Clôture
Capital	100 347 710							100 347 710
Prime d'émission, fusions, Apport	265 228 447							265 235 447
Ecart de réévaluation								
Réserve légale	10 034 771							10 034 77 1
Réserves réglementées								
Autres réserves	197 009				92 549			289 557
Report à nouveau	(51 456 641)				51 456 641			
Résultat de l'exercice	103 729 999	111 801 015		52 180 809	-51 549 190			111 801 016
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées	87 770 928	14 839 161	13 115 208				136 096	89 630 977
TOTAL	515 852 223	126 640 176	13 115 208	52 180 809			136 096	577 339 478

4.2.3. Détail des provisions par nature

	Valeur brute au 31/12/2019	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Apports, fusions	Valeur brute au 31/12/2020
Provisions réglementées :	87 770 928	14 975 257	13 115 208		89 630 977
- Amortissements dérogatoires	87 770 928	14 975 257	13 115 208		89 630 977
- Provisions pour hausse de prix					
- Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques et charges :	193 673 369	51 176 873	62 973 123	169 161	182 046 280
- Provisions risque clients	8 256 971	10 036 590	6 009 144		12 284 417
- Provisions risque fournisseur	4 187 021	1 908 669	2 433 220		3 662 470
- Provisions risque personnel	2 461 592	1 580 729	1 958 635	6 375	2 090 060
- Provisions risques litige contrats procès	4 056 194	211 200	100 118		4 167 276
- Provisions autres risques	55 243 426	32 759 333	36 991 319	162 786	51 174 226
- Provisions charges IDR	106 218 338	4 680 354	6 163 619		104 735 073
- Autres provisions pour charge	13 249 827		9 317 068		3 932 759
Provisions pour dépréciation :	284 699 522	53 292 920	55 645 652		282 346 790
- Sur immobilisations incorporelles	149 634 941		697 935		148 937 006
- Sur immobilisations corporelles	16 974 610		1 170 842		15 803 768
- Sur immobilisations financières	26 410 101	3 891 899	2 436 699		27 865 301
- Sur stock	17 594 111	20 304 871	22 136 480		15 762 501
- Sur actif circulant clients douteux	69 560 541	27 235 512	27 558 311		69 237 742
- Sur actif circulant fournisseurs débiteurs	4 525 219	1 860 637	1 645 384		4 740 472
TOTAL	566 143 820	119 614 210	131 733 983		554 024 048
Dont :					
- Exploitation		88 335 637	95 933 877		
- Financier		16 075 156	11 225 865		
- Exceptionnel		14 898 161	24 576 054		

4.2.4. Etat des échéances des dettes

DETTES	Montant brut au 31/12/2020	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	823 273	277 878	545 395	
Emprunts et dettes financières divers	15 838 838	392 262		15 446 576
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 712 882 338	2 712 785 944	96 394	
Personnel et comptes rattachés	84 751 649	84 751 649		
Dette sécurité sociale et organismes sociaux	69 304 009	69 304 009		
Dettes fiscales	126 717 739	126 717 739		
Autres dettes	143 385 533	143 385 533		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	65 821 891	65 821 891		
Produits constatés d'avance	689 091	689 091		
TOTAL	3 220 214 361	3 204 125 996	641 789	15 446 576
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	596 266			

4.2.5. Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montants (TTC)
Emprunts et dettes établissements de crédit	1 233
Fournisseurs et comptes rattachés	188 072 112
Dettes fiscales et sociales	210 856 055
Autres dettes	76 090 380
Fournisseurs et comptes rattachés Immobilisations	53 683 793
TOTAL	528 703 573

4.2.6. Charges et produits constatés d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Charges constatées d'avance	39 015 746			39 015 746
Produits constatés d'avance	689 091			689 091

4.3. RESULTAT**4.3.1. Ventilation du chiffre d'affaires**

Ventilation du chiffre d'affaires	Montants
<u>Répartition par secteur d'activité :</u>	
- Ventes de marchandises en l'état	21 141 502 951
- Productions de biens	681 014 216
- Prestations de services	196 096 469
	22 018 613 636
<u>Répartition par marché géographique :</u>	
- France	21 932 171 566
- Etranger	86 442 071
	22 018 613 637

4.3.2. Produits et charges exceptionnels

Produits et charges exceptionnels	Montants
<u>Produits exceptionnels :</u>	32 477 984
- Sur opérations de gestion	1 300
- Rentrées sur créances amorties	41 567
- Produits de cession sur immobilisations incorporelles	1 466 385
- Produits de cession sur immobilisations corporelles	6 386 612
- Produits de cession sur immobilisations financières	6 067
- Autres produits sur opérations en capital	
- Reprise et Reliquats amortissements dérogatoires	13 115 208
- Reprise provisions pour investissements	
- Reprise provisions pour hausse de prix	
- Reprise provisions risques légaux	
- Reprise provisions pour litiges divers	
- Reprise provisions autres risques et charges	9 592 068
- Reprise provisions dépréciation d'actif	1 868 778
<u>Charges exceptionnelles :</u>	37 577 470
- Sur opérations de gestion	8 535 547
- Frais de personnel	1 344 962
- Amendes et Pénalités	176 852
- Valeur comptable des immobilisations incorporelles cédées	3 056 011
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	9 562 868
- Valeur comptable des immobilisations financières cédées	1
- Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	
- Dotations aux amortissements dérogatoires	14 842 230
- Dotations provisions pour investissement	
- Dotation provisions pour hausse de prix	
- Provisions pour risques légaux	
- Dotations provisions pour litiges divers	
- Dotations provisions autres risques	59 000
- Dotation provision dépréciation d'actif	

4.3.3. Participation des salariés

La société entre dans le champ de l'accord dérogatoire de la participation groupe dont les éléments de calcul et le périmètre ont été renégociés avec les partenaires sociaux le 29/06/2018.

4.3.4. Impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	154 738 724	36 592 305
Résultat exceptionnel - participation	(9 252 880)	-4 561 710
Contribution sociale de 3.3 %		1 654 234
Ecart IS N-1		
TOTAL :	145 485 844	33 684 829
Les avoirs fiscaux et crédits d'impôt sont déduits de l'impôt sur résultat courant. Les plus ou moins values et les corrections d'ordre fiscal sont retenues en fonction de leur nature.		

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Le montant des emprunts contractés auprès des établissements de crédits s'élève à 0 €.

5.2. ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

	Situation en fin d'exercice	Montant de l'impôt (1)
CREANCES :		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation		
Provisions pour dépréciation Immobilisations	95 618 944	26 295 210
Provisions pour dépréciation des stocks	20 304 871	5 583 840
Provisions pour dépréciation autres actifs circulants	2 331 553	641 177
Provisions Risques et Charges	146 643 899	40 327 072
Participation	4 153 394	1 142 183
Provisions pour congés payés		
Contribution sociale de solidarité, taxe sur les grandes surfaces	36 217 143	9 959 714
Abattements sur stock	1 680 800	462 220
Fidélité	5 306 943	1 459 409
TOTAL :	312 257 547	85 870 825
DETTES :		
Provisions Risques et Charges		
Provisions réglementées :		
- Provision pour hausse des prix		
- Amortissements dérogatoires	89 630 977	24 648 519
Subventions d'équipement		
Plus-values de fusion restant à réintégrer	-147 824 401	-40 651 710
Coupons d'obligations non déchus		
TOTAL :	-58 193 424	-16 003 192
ELEMENTS A IMPUTER :		
Moins-values à long terme		
Amortissements différés		
Déficits reportables fiscalement		
TOTAL :		
ELEMENTS DE TAXATION EVENTUELLE :		
Réserve spéciale des plus-values à long terme		
Provision pour investissement		
TOTAL :		

(1) Le taux d'IS utilisé est 27.5 %.

5.3. INCIDENCES DES DISPOSITIONS FISCALES SUR LE RESULTAT

Incidences des dispositions fiscales sur le résultat	Montants
Résultat net de l'exercice	111 801 016
Impôt sur les bénéfices et contributions additionnelles (y compris impact CICE et CIR)	33 684 829
Résultat avant impôt	145 485 845
<u>Variation des dotations et reprises de provisions réglementées :</u>	1 860 049
- Amortissements fiscaux dérogatoires	1 860 049
- Provision pour hausse des prix	
- Provision pour investissement	
Résultat avant impôt hors incidences des dispositions fiscales	147 345 894

5.4. VENTILATION DE L'EFFECTIF

Effectifs	Personnel salarié
Cadres	1 477
Agents de maîtrise	1 146
Employés, ouvriers	20 015
TOTAL :	22 638

5.5. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.5.1. Les engagements liés à la responsabilité d'associé

Engagements	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres	TOTAL
Engagements liés à la responsabilité d'associé (1)		258 452	478 329		736 781

(1) La quote-part de la société dans l'actif de ces SNC ou SC est de : 89 757

5.5.2. Les engagements donnés et les engagements reçus

Engagements donnés	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à la trésorerie :				
- Cautions	6 750 000	6 750 000		
- Nantissements	822 041	276 645	545 396	
- Autres				
Liés aux acquisitions de titres :				
- Engagements d'achats de titres	17 603 000		16 189 000	1 414 000
- Garanties de passifs				
- Engagement vente de titres				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements d'achat de fonds				
- Engagements de vente de fonds				
Liés aux locations	362 281 419	127 625 231	190 167 256	44 488 932
Liés aux prestations de services	1 462 500	1 462 500		
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	16 135 008	25 000	100 000	16 010 008
TOTAL	405 053 968	136 139 376	207 001 652	61 912 940
Engagements reçus	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Liés à l'exploitation / à l'immobilier / l'expansion	189 017 465	44 557 843	130 060 250	14 399 372
Créances garanties	375 096 174	266 464 899	65 886 077	42 745 198
Liés aux acquisitions de titres :				
- Options d'achat de titres				
Liés aux acquisitions de biens immobiliers :				
- Options de biens immobiliers				
Liés aux acquisitions de fonds :				
- Engagements de ventes de fonds				
Liés aux locations	1 540 546	950 676	587 145	2 725
Liés aux locations gérance	31 970 809	31 116 537	854 271	
TOTAL	554 879 796	343 089 955	197 387 743	57 147 295

5.6. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de :

CARREFOUR SA

Au capital de 2 044 059 600 euros

Ayant son siège social à : MASSY Cedex (91300)

93, Avenue de Paris

R.C.S EVRY 652 014 051

5.7. INTEGRATION FISCALE

La société est intégrée fiscalement depuis le 01/01/2002 dans Carrefour SA.

L'impôt constaté par la société est celui qu'elle aurait supporté si elle était restée imposée séparément.

Cet impôt est détaillé au point 4.3.4

5.8. TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(cf. pages suivantes.)

5.8. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2020

PARTICIPATIONS	CAPITAL	AUTRES CAPITAUX PROPRES	QUOTE PART CAPITAL DETENU	VALEUR TITRES BRUTE	VALEUR TITRES NETTE	PRETS ET AVANCES CONSENTIES	CAUTIONS ET AVALS FOURNIS	CHIFFRE D'AFFAIRE DERNIER EXERCICE	RESULTAT DERNIER EXERCICE	DIVIDENDES ENCAISSES	OBSERVATIONS
A - RESEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE LA SOCIETE ASTREINTE A PUBLICATION											
1) FILIALES (50% au moins capital)		=									
BELLEVUE DISTRIBUTION	1 323 150,00	135 985,73	100,00	6 914 006,67	6 914 006,67			14 708 123,33	131 230,96		
CARDADEL	627 552,00	155 922,27	100,00	6 128 076,62	1 679 946,18			4 448 330,79	-71 626,24		
CDIS	150 000,00	724 892,23	100,00	5 115 000,00	5 115 000,00			5 862 515,97	411 414,57		
LA CRAU DIS	64 000,00	5 018 700,00	50,00	1 036 300,00	1 036 300,00	500 000,00		28 306 514,00	337 549,00		
LES CHENES	248 672,00	3 021 761,84	81,60	2 583 493,00	2 583 493,00				1 183,00		
MADIS	15 245,00	377 896,00	50,00	1 422 667,38	1 422 667,38	150 000,00		535 809,00	56 897,00		
MAJOR Fresnoy le grand	188 838,00	-1 296 949,53	100,00	2 895 465,00	2 669 190,12			140 125,45	-238 986,76		
PHIVETOL	514 210,00	-2 243 595,23	100,00	3 023 821,65	3 023 821,65			2 445 135,05	-162 851,34		
SALACA Beautiran	145 856,00	-1 035 025,82	99,97	3 103 768,25	3 103 768,25			251 593,30	-206 806,99		
SODISAL	3 798 020,00	-5 404 115,34	100,00	9 218 922,68	0,00			13 026 156,59	-533 495,44		
STELAUR	60 979,61	842 466,13	99,90	5 609 277,11	902 917,91			4 251,89	-6 648,08		
TROTTEL DISTRIBUTION	470 210,00	4 237 622,56	100,00	11 315 000,00	11 315 000,00			1 232 520,62	-286 117,01		
UNIVU	37 000,00	-6 675 998,34	74,00	5 374 949,00	0,00			375 833,91	-53 609,11		
ZORMAT	110 496,00	2 417 176,61	99,99	5 554 305,00	2 527 306,60				-29 674,85		
2) participations (de 10 à 49% capital)											
participations francaises											
MASSEINE	74 240,00	-14 346,00	12,07	1 594 206,00	1 227 278,86			27 818,00	-750 491,00		
NASOCA			49,95	1 961 864,25	1 961 864,25	226 677,41					
PAS DE MENC Vinon sur Verdon	300 000,00	-742 181,00	24,00	2 000 629,00	2 000 629,00			22 943 941,00	-231 716,00		
participations étrangères											
B - RESEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS											
FILIALES FRANCAISES				4 529 059,88	4 529 059,88	53 061,25				490 000,00	
FILIALES ETRANGERES											
PARTICIPATIONS FRANCAISES				2 030 388,50	2 006 202,46	225 684,24				63 813	
PARTICIPATIONS ETRANGERES											
	8 128 468,61	-479 787,89		81 411 199,99	54 018 452,21	1 155 422,90	0	94 308 669	-1 633 748	553 813,22	